



La FDSEA de Haute-Garonne souhaite apporter des précisions que nous n'avons pas eu la possibilité de mettre dans le questionnaire. Tout d'abord, l'agriculture n'est pas la seule émettrice de nitrates. On peut citer les zones urbaines et les stations d'épuration. Il est donc injuste de considérer l'agriculture comme la seule responsable de la présence de nitrates dans les eaux. Les agriculteurs ont fait des efforts importants et ont concilié environnement et économique. Il est donc essentiel que les efforts soient reconnus.

Autre point, le PAN est décalé des problématiques agricoles et des particularités régionales. Par exemple, la date du 15 janvier pose un problème. Il faudrait avoir un calendrier moins resserré pour laisser la possibilité d'adapter les dates selon des critères agronomiques et pédoclimatiques régionales. En effet, la date du 15 janvier pour commencer un apport azoté, ne tient pas compte de la date de semis, du stade de la céréale ni du précédent.

Le PAN doit s'orienter vers deux piliers, l'un réglementaire, l'autre basé sur un engagement volontaire des agriculteurs. Par ce biais, les exploitants agricoles auraient une plus forte adhésion et cela permettrait une adaptabilité au contexte pédoclimatique de chaque région.

Enfin, un soutien financier est nécessaire pour que le PAN soit appliqué efficacement. En effet, la mise aux normes des exploitations et le suivi de la réglementation implique une augmentation des charges, difficile à supporter pour les exploitants agricoles.

Les agriculteurs nourrissent la population avec une alimentation saine et locale, continuent de créer de la richesse et concilient production et environnement. Il faut donc les soutenir et remettre du pragmatisme au cœur des réglementations.